



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE OVERHEIDSBEDRIJVEN

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES
PUBLIQUES

woensdag

mercredi

18-07-2001

18-07-2001

10:00 uur

10:00 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

- Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de afschaffing van de dienst 'Dag + O' van Taxipost in de provincie Luxemburg" (nr. 5130) 1
Sprekers: Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems, minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties
- Vraag van de heer Marcel Hendrickx aan de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de bouw van een nieuw gerechtshof te Turnhout" (nr. 5148) 3
Sprekers: Marcel Hendrickx, Rik Daems, minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties
- Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties belast met Middenstand over "het beheer van het Belgacom-dossier" (nr. 5180) 3
Sprekers: Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems, minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties

SOMMAIRE

- Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques sur "la suppression du service 'Jour +O' de Taxipost en province de Luxembourg" (n° 5130) 1
Orateurs: Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems, ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques
- Question de M. Marcel Hendrickx au ministre des Télécommunications des Entreprises publiques et des Participations sur "la construction d'un nouveau palais de justice à Turnhout" (n° 5148) 3
Orateurs: Marcel Hendrickx, Rik Daems, ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques
- Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques chargé des Classes moyens sur "la gestion du dossier Belgacom (n° 5180) 3
Orateurs: Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems, ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques

COMMISSIE VOOR DE
INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE
OVERHEIDSBEDRIJVEN

van

WOENSDAG 18 JULI 2001

10:00 uur

COMMISSION DE
L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES
ENTREPRISES PUBLIQUES

du

MERCREDI 18 JUILLET 2001

10:00 heures

De vergadering wordt geopend om 10.23 uur door de heer Jozef Van Eetvelt, voorzitter.

La séance est ouverte à 10.23 heures par M. Jozef Van Eetvelt, président.

01 Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques sur "la suppression du service 'Jour +O' de Taxipost en province de Luxembourg" (n° 5130)

01 Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de afschaffing van de dienst 'Dag + O' van Taxipost in de provincie Luxemburg" (nr. 5130)

01.01 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, monsieur le ministre, ma question concerne le service de livraison "Jour +0", c'est-à-dire le jour même, en province du Luxembourg. En fait, des amis du Luxembourg m'ont avertie et m'ont envoyé une revue de presse: cette problématique a fortement impressionné des personnes d'Arlon.

Depuis le 25 juin dernier, le service Taxipost a limité ses services dans la province du Luxembourg. La livraison rapide Taxipost "Jour +0" n'est plus accessible qu'à quatre communes de la province; toutes les autres sont invitées à faire appel aux services d'une société privée. Or cette décision a des répercussions importantes, non seulement sur la clientèle des simples usagers qui bénéficiaient d'un service lié à La Poste, entreprise publique autonome mais à dimension fédérale, mais aussi sur les entreprises qui voient leurs frais de livraison rapide

considérablement augmentés. En effet, contrairement à Taxipost, les coûts de livraison pour une ville comme Arlon, sont multipliés par deux.

Mes questions sont les suivantes.

Quel critère de décision a été appliqué pour ce remaniement des services de livraison rapide de La Poste?

Conserve-t-on une véritable égalité entre les citoyens pour ce service qui n'est plus respecté en province du Luxembourg? Ma question concernait bien la ville d'Arlon, chef-lieu de province, grand centre industriel, scolaire, administratif et militaire, cœur de nombreuses activités de tous ordres.

La suppression du "Jour +0" dans la majorité des communes luxembourgeoises a-t-elle fait l'objet d'une concertation syndicale?

Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions? Des mouvements de grève ont vu le jour du fait que plusieurs bureaux étaient à peine avertis de ce qui allait leur arriver en termes de restructuration de leur service Taxipost.

Quelles mesures sont envisagées pour les personnes de ce service directement visées par la restructuration en cours?

01.02 Rik Daems, ministre: Monsieur le président, chers collègues, j'ai reçu une réponse détaillée de la part de La Poste; je vous la remettrai.

Je peux vous indiquer son contenu.

La Poste me signale que le monde de l'express et

de la distribution de paquets est en pleine évolution, ce que nous savions déjà. Taxipost doit donc continuer à évoluer pour répondre à ces exigences. Dans ce cadre, une décision a été prise par Taxipost: elle adapte son produit de livraison le jour même, dit "Jour +0", pour le rendre plus performant et qu'il réponde mieux à la demande actuelle.

Jusqu'au 25 juin, Taxipost offrait ce produit au départ de l'ensemble des localités du Royaume, avec un niveau de qualité ne répondant plus toujours à la demande des clients. En réalité, leur slogan "Jour +0" n'était plus respecté.

Afin de remédier à cette situation, Taxipost a considérablement amélioré son offre de produit "Jour +0" autour des axes suivants sur lesquels je vous donnerai tous de détails, si vous le désirez.

La livraison est garantie avant 18 heures dans plus de 98% des cas. Pour pouvoir réaliser cet objectif, la zone géographique couverte par ce service a dû être revue. Le nouveau service permet d'offrir une plus grande amélioration pour 96% des envois "Jour +0" actuels.

Les 4% restants concernent des volumes issus en partie des communes de la province du Luxembourg, comme vous l'avez mentionné, mais aussi de Liège, de Namur, du Hainaut, ainsi que des provinces flamandes.

Les envois issus des communes luxembourgeoises, celles qui vous intéressent plus particulièrement, qui ne font plus partie de la nouvelle zone, représentent 1,9%. Toutefois, ce chiffre est encore à relativiser, car le service Taxipost "Jour +0" est toujours valable dans toute la Belgique, donc également dans ces régions pour les envois locaux, pris en charge et distribués par un même dispatching.

Deuxièmement, les services offerts par la division Taxipost ne font pas partie des missions de service public confiées à La Poste.

Troisièmement, la direction de Taxipost et les représentants des organisations syndicales représentatives se sont réunies à ce sujet et se sont mis d'accord sur les modalités pratiques liées à la modification du service "Jour +0". Les adaptations du service et le lancement du nouveau service "Sprinter" n'entraînent aucune suppression d'emploi chez Taxipost qui connaît, depuis le début de l'année, une croissance de plus de 12% du nombre d'envois traité. Dans ma région, le Brabant flamand, une croissance de

l'emploi est même envisagée pour le service Taxipost.

Je crois vous avoir fourni tous les éléments. Cela dit, pour le rapport, je fournirai les détails de tous les emplacements afin que tout le monde reçoive la même information.

01.03 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, monsieur le ministre, je sais que Taxipost ne fait pas partie du service universel, mais cela pose la question de savoir quelle couverture il englobe. De quel service universel une société comme La Poste doit-elle donc disposer?

A mon avis, il faut tenir compte des critères discriminants. Ainsi, pour la province du Luxembourg, la distance est discriminante. Arlon est une grande ville de cette région; si l'on peut supprimer un tel service "Jour+0" dans une petite ville ou un village, vu la difficulté d'acheminer les colis avant 14 heures pour livraison avant 18 heures, il est clair que dans une ville de l'importance d'Arlon, avec un aussi fort potentiel de développement économique, les entreprises ont besoin d'un tel service.

C'est une forme d'abandon de la couverture que La Poste devrait assurer. Cela renvoie donc à la question: que décide-t-on exactement quant à la nécessité ou non de créer des discriminations positives et quant à la manière de procéder? Ce n'est pas en projetant une restructuration, en présentant un "seulement 1,9% non couvert" qu'on répond à la problématique.

Un exemple que j'ai déjà cité: le journal "Vers l'Avenir" a des antennes partout; pourtant, il ne peut plus envoyer pour le jour même les colis qu'il envoyait régulièrement à sa maison-mère à Namur. C'est un problème important de couverture sur la Belgique entière. Cela fait partie de la réflexion globale: j'estime inacceptable de fermer de tels services ou de les limiter sans tenir compte d'autres critères.

S'il est nécessaire de mettre en place des discriminations positives qui coûtent plus cher, pourquoi ne pas en répercuter le coût sur l'ensemble du réseau et l'ensemble des services afin de pouvoir privilégier une zone aussi difficile que l'est Arlon? Sans cela, ils deviendront les laissés-pour-compte de toutes les politiques de service universel, de toutes les politiques de privatisation de ces anciens services universels vers le privé. Nous avons à intégrer cette mission dans notre réflexion: comment prendre en

considération les difficultés inhérentes à l'espace géographique, parfois à la faible démographie, mais ce n'est pas le cas ici.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

De vraag nr. 5143 van de heer Olivier Chastel wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

02 Vraag van de heer Marcel Hendrickx aan de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de bouw van een nieuw gerechtshof te Turnhout" (nr. 5148)

02 Question de M. Marcel Hendrickx au ministre des Télécommunications des Entreprises publiques et des Participations sur "la construction d'un nouveau palais de justice à Turnhout" (n° 5148)

02.01 Marcel Hendrickx (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u hebt ons in maart 2001 heel blij gemaakt door te zeggen dat u dat nieuwe gerechtshof in Turnhout zou realiseren. U had gezegd dat de aanbesteding zou plaatshebben en die is gebeurd op 10 mei. U zou 139 miljoen frank reserveren voor de ruwbouw en u hoopte dat in de tweede helft van dit jaar de werken zouden kunnen aanvangen en dat die zouden beëindigd zijn einde 2003.

Op dit ogenblik doen geruchten de ronde dat er geen kredieten zijn en dat zij voor andere werken zouden bestemd zijn. U kent het dossier meer dan voldoende, mijnheer de minister, u weet dat men hier al 30 jaar mee bezig is, u kent de onteigeningsprocedure die men inderhaast heeft uitgevoerd. We hopen dus dat u de geruchten de kop in kunt drukken.

02.02 Minister Rik Daems: Mijnheer de voorzitter, de aanbesteding voor de ruwbouw heeft plaats gehad op 22 mei 2001. In toepassing van de reglementering op de overheidsopdrachten moet er dan een administratief toezicht gehouden worden op het dossier. In een aantal gevallen moeten aanvullende inlichtingen gevraagd worden. In dit geval zijn niet alle inlichtingen verschaft binnen de normale termijn, omwille van het bouwverlof. Daardoor kan het aanbestedingsverslag pas in augustus afgerond worden en voordat ik mijn goedkeuring kan geven, moet het ook nog naar de inspectie van Financiën. De vastlegging van de middelen gebeurt per trimester en de controle door de inspectie van Financiën zal ook enige tijd vragen. Het zal dus pas vastgelegd kunnen worden in het vierde trimester. Dit is de

timing die ik nu kan geven. Dit houdt in dat het aanvangsbevel voor de werken nog dit jaar gegeven kan worden, tenzij we nog vertraging oplopen door bijvoorbeeld een beroep bij de Raad van State. Gezien sommige van mijn voorvaders uit Turnhout afkomstig zouden zijn, is er enige extra persoonlijke motivatie.

02.03 Marcel Hendrickx (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord. Wij kunnen dus gerust zijn. Het dossier wordt opgevolgd.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*Voorzitter: Lode Vanoost.
Président: Lode Vanoost.*

De vraag nr. 5155 van de heer Karel Van Hoorebeke zal schriftelijk worden gesteld.

03 Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques chargé des Classes moyens sur "la gestion du dossier Belgacom (n° 5180)

03 Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen aan de minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties belast met Middenstand over "het beheer van het Belgacom-dossier" (nr. 5180)

03.01 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, monsieur le ministre, en fait, je voulais poser la dernière question de cette année.

Je suis curieuse de savoir ce qui se passera avec le dossier Belgacom. Vu le vote qui a eu lieu à la Chambre et au Sénat, le gouvernement peut maintenant décider sans l'aval du Parlement.

Avant tout, j'aimerais donc connaître la manière dont vous comptez organiser les consultations Chambre et Sénat en cas de vente ou de fusion de l'entreprise publique Belgacom. En effet, pendant deux mois et demi, les chambres ne se réunissent plus.

En deuxième lieu, j'ai constaté que Belgacom avait créé une fondation qui a acquis, au cours des années, des œuvres d'art contemporaines de très haut niveau. Quel est le statut de cette fondation? Quels sont les liens juridiques avec Belgacom? En cas de modification dans l'actionariat de Belgacom, ne serait-il pas intéressant de céder cette fondation à une

instance fédérale, telle que le Musée royal d'Art moderne, de manière à garder ces œuvres d'art dans le domaine public belge? Ce serait une espèce de dation assez intéressante pour nos musées.

Enfin, il reste une question qui revient régulièrement dans la presse sur les stock-options qui seraient négociées avec la haute direction de l'entreprise en forme d'intéressement. Qu'en est-il exactement et à combien se montent ces stock-options?

03.02 **Rik Daems**, ministre: Monsieur le président, d'abord, sur la façon dont je compte organiser ces consultations: ce sera simplement en contactant les deux présidents des commissions et en nous mettant d'accord sur une plage de dates. Mais seulement dans le cas où il y aurait quelque chose à dire.

A propos de la fondation: elle dispose d'une identité juridique, mais séparée de Belgacom. En fait, c'est une ASBL. Belgacom, comme personne morale, et d'autres membres de Belgacom sont membres de l'assemblée générale. D'après mes informations, les statuts n'évoquent pas l'hypothèse d'un changement d'actionnariat dans le chef de Belgacom. En son article 21, les statuts ne prévoient que la dissolution de l'association, auquel cas le patrimoine ne peut être cédé qu'à une association disposant d'un objet semblable ou à Belgacom. Ainsi, si Belgacom est dissous, ce qui ne se produit pas nécessairement en cas de changement d'actionnariat, à la limite, nous céderions le fonds à un musée, par exemple.

Les stocks-options: pour le moment, il n'y a pas de système de stocks-options pour la simple raison que l'Etat détient 50% plus une action. Si l'on avait un "stock-option plan" et qu'un membre du personnel s'en achète deux, nous ne disposerions plus de la majorité. C'est spécial.

Cela dit, il est clair qu'on étudie aujourd'hui la faculté de pouvoir introduire ce système qui, par ailleurs, reçoit le soutien de tout le monde. En effet, c'est un système de motivation pour le management; c'est clair. Il existe d'ailleurs dans toutes les sociétés privées. Belgacom va l'être; c'est clair. Dans ce cadre, nous en étudions la possibilité. Personnellement, je suis très en faveur d'un tel système de stock-options. Pour le moment, aucun membre de la haute direction de Belgacom ne s'est vu octroyer des options sur actions dans le passé, pour la raison que je viens d'évoquer: ce serait tout simplement impossible.

Voilà toutes les réponses que je peux vous apporter.

03.03 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Cependant, j'insiste vraiment: si le CA de l'ASBL fondation est organisé par le management de Belgacom, représentant des actionnaires, 49 % sont des personnes autres que l'Etat. Je trouve donc important de rester vigilant dans le cadre de cette collecte de patrimoine, d'investissement patrimonial.

Enfin, il existerait des promesses pour les nouveaux managers ou pour les managers de Belgacom dans le cadre de la restructuration. Si je comprends bien, des promesses auraient été faites ou ne serait-ce absolument pas le cas? Est-ce seulement un projet en étude?

03.04 **Rik Daems**, ministre: Oui, c'est un projet en étude, mais j'ai clairement indiqué au management mon accord de principe de l'introduire en temps utile.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.42 uur.

La réunion publique de commission est levée à 10.42 heures.



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE OVERHEIDSBEDRIJVEN

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES
PUBLIQUES

woensdag

mercredi

18-07-2001

18-07-2001

10:00 uur

10:00 heures

INHOUD

Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen tot de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de afschaffing van de dienst 'Dag + O' van Taxipost in de provincie Luxemburg" (nr. 5130)

Sprekers: **Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems**, minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties

Vraag van de heer Marcel Hendrickx tot de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de bouw van een nieuw gerechtshof te Turnhout" (nr. 5148)

Sprekers: **Marcel Hendrickx, Rik Daems**, minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties

Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen tot de minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties belast met Middenstand over "het beheer van het Belgacom-dossier" (nr. 5180)

Sprekers: **Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems**, minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties

SOMMAIRE

Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques sur "la suppression du service 'Jour +O' de Taxipost en province de Luxembourg" (n° 5130)

Orateurs: **Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems**, ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques

Question de M. Marcel Hendrickx au ministre des Télécommunications des Entreprises publiques et des Participations sur "la construction d'un nouveau palais de justice à Turnhout" (n° 5148)

Orateurs: **Marcel Hendrickx, Rik Daems**, ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques

Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques chargé des Classes moyens sur "la gestion du dossier Belgacom (n° 5180)

Orateurs: **Marie-Thérèse Coenen, Rik Daems**, ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques

COMMISSIE VOOR DE
INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE
OVERHEIDSBEDRIJVEN

van

WOENSDAG 18 JULI 2001

10:23 uur

COMMISSION DE
L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES
ENTREPRISES PUBLIQUES

du

MERCREDI 18 JUILLET 2001

10:23 heures

De vergadering wordt geopend om 10.23 uur door de heer Jozef Van Eetvelt.

01 Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen tot de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de afschaffing van de dienst 'Dag + O' van Taxipost in de provincie Luxemburg" (nr. 5130)

01.01 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): De dienst EMS-Taxipost heeft haar aanbod in de provincie Luxemburg drastisch ingeperkt. Op die manier laat zij inzake snelpost de particuliere maatschappij Sprinter die hogere tarieven aanreken, vrij spel.

De beslissing van EMS-Taxipost leidt dus niet alleen tot aanzienlijke verhogingen van de kosten voor particulieren en personeel maar zal ook belangrijke gevolgen hebben voor de toekomst van het betrokken personeel.

Op grond van welke criteria worden de snelpostdiensten gereorganiseerd? Welke maatregelen bepleit uw departement om de schending van het principe dat alle burgers inzake openbare dienstverlening gelijk zijn, te verhelpen?

Werden de vakbonden ten slotte geraadpleegd over de afschaffing van de dienst 'Dag + O' in de meeste Luxemburgse gemeenten? Zo ja, wat waren de conclusies van die raadpleging en welke maatregelen worden gepland om de personen uit die dienst werkzekerheid te waarborgen?

La séance est ouverte à 10.23 heures par M. Jozef Van Eetvelt.

01 Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques sur "la suppression du service 'Jour +O' de Taxipost en province de Luxembourg" (n° 5130)

01.01 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV) : Depuis le 25 juin, le service d'EMS Taxipost a limité drastiquement ses offres en province de Luxembourg, laissant à la société privée Sprinter le soin de s'occuper du service de livraison rapide à des tarifs plus élevés.

Les conséquences sont donc importantes en terme d'augmentation des coûts pour les particuliers et les entreprises, mais aussi pour l'avenir du personnel concerné.

Quels sont donc les critères appliqués pour ce remaniement des services de livraison rapide de La Poste ? Par ailleurs, quelles mesures préconise votre département pour remédier à ce non-respect du principe de l'égalité des citoyens vis-à-vis des services publics ?

Enfin, la suppression du «Jour + O» dans la plupart des communes luxembourgeoises a-t-elle fait l'objet d'une concertation syndicale ? Si oui, quelles en ont été les conclusions et quelles mesures sont envisagées pour garantir l'emploi des personnes concernées par ce service ?

01.02 Minister **Rik Daems** (*Frans*): De Post heeft mij volgende zaken meegedeeld.

De expressdienst en de bestelling van pakjes zijn in volle ontwikkeling en de gebruikers ervan worden alsmaar veeleisender. Om zijn marktaandeel op een geheel geliberaliseerde markt veilig te stellen, moet Taxipost ook evolueren.

Taxipost heeft op 25 juni 2001 zijn product 'Dag + 0' ingevoerd om performanter te zijn en beter tegemoet te komen aan de huidige vraag.

Bij de verbetering van het product gelden volgende krachtlijnen: gewaarborgde levering vóór 18 uur in 98 procent van de gevallen, met een duidelijke verbetering voor 96 procent van de huidige verzendingen 'D + 0'; de 4 procent resterende verzendingen betreffen bepaalde gemeenten van de provincies Luxemburg, Luik, Namen en Henegouwen en Vlaamse provincies, de verzendingen vanuit Luxemburgse gemeenten die niet tot de nieuwe zone behoren vertegenwoordigen 1,9 procent, maar er wordt nog altijd gebruik gemaakt van de dienst 'Dag + 0' voor de lokale verzendingen die via eenzelfde dispatching worden besteld. In de andere gevallen biedt Taxipost altijd de alternatieve oplossingen Sprinter - een product van Exbo, een ander dochterbedrijf van de Belgian Post Group - of Euro-Sprinters aan.

Klanten die geen gebruik willen maken van de diensten van Sprinter, kunnen opteren voor de dienst "Dag + 1", die het hele nationale grondgebied bestrijkt.

Die aanpak verandert niets aan de contacten met de cliënteel.

De diensten van Taxipost behoren niet tot de opdrachten in het kader van de openbare dienstverlening van De Post.

Taxipost en de vertegenwoordigers van de vakbonden zijn tot een akkoord gekomen over de praktische modaliteiten van de wijziging van de "Dag + 0"-dienst, wat overigens geen banenverlies teweegbrengt.

Sinds het begin van het jaar is het aantal door Taxipost verwerkte verzendingen met ruim 12 procent gestegen.

Meer gedetailleerde informatie vindt u in het verslag van De Post dat ik hier ter beschikking houd.

01.03 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): Men kan zich afvragen in hoeverre de diensten van De Post iedereen moeten kunnen bereiken.

01.02 **Rik Daems** , ministre (*en français*) : La Poste m'a communiqué les informations suivantes.

L'express et la distribution de paquets sont en pleine évolution et leurs clients de plus en plus exigeants. Taxipost doit aussi évoluer pour défendre ses parts de marché sur un marché totalement libéralisé.

L'adaptation à partir du 25 juin 2001 par Taxipost de son produit de livraison le jour même (J + 0) vise à le rendre plus performant et à répondre plus amplement à la demande actuelle.

L'offre de produit "J + 0" a été améliorée autour des axes suivants : livraison garantie avant 18 heures dans 98% des cas, avec une amélioration nette pour 96% des envois "J + 0" actuels ; les 4% restants concernent certaines communes de la province du Luxembourg, mais aussi de Liège, de Namur et du Hainaut et des provinces flamandes ; les envois issus de communes luxembourgeoises non reprises dans la nouvelle zone représentent 1,9%, mais le service "J + 0" assure toujours les envois locaux distribués par un même dispatching ; dans les autres cas, Taxipost offre la solution alternative Sprinter, produit opéré par exbo autre filiale de Belgian Post Group, et, en cas d'impossibilité par Euro-Sprinters.

Les clients refusant d'utiliser Sprinter peuvent opter pour le service «J + 1» qui couvre l'ensemble du territoire national.

Cette approche ne modifie rien dans les contacts avec la clientèle.

Les services assurés par Taxipost ne font pas partie des missions de service public de La Poste.

Taxipost et les représentants des organisations syndicales se sont mis d'accord sur les modalités pratiques liées à la modification de «J + 0» qui n'entraîne aucune suppression d'emploi.

Depuis le début de l'année, Taxipost connaît une croissance de plus de 12% des envois traités.

Vous trouverez des informations détaillées dans le rapport de La Poste que je tiens à votre disposition.

01.03 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV) : On est en droit de s'interroger sur le degré de couverture qui doit être assuré par les services de La Poste.

Vorst moet er rekening worden gehouden met criteria die discriminatoir kunnen zijn, zoals de afstand of grootte, en de economische activiteit van een stad als Aarlen. Dat verwijst dan weer naar de gegrondheid van de maatregelen voor positieve discriminatie, zoals in het voorliggende geval.

Als de dienst duurder is, waarom worden de lasten dan niet gespreid over alle diensten? Anders valt te vrezen dat uiteindelijk enkel nog privé-bedrijven die dienst aanbieden, met alle gekende gevolgen van dien.

Wat is uw standpunt hierover?

01.04 Minister **Rik Daems** (*Frans*): Mijn standpunt staat vervat in het eindrapport, en daar kan u dadelijk kennis van nemen.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Marcel Hendrickx tot de minister van Telecommunicatie Overheidsbedrijven en Participaties over "de bouw van een nieuw gerechtshof te Turnhout" (nr. 5148)**

02.01 **Marcel Hendrickx** (CVP): In maart 2001 gaf de minister tot ieders genoegen een precieze timing voor de werken aan het nieuwe gerechtshof van Turnhout. De hoop werd gewekt dat eindelijk schot zou komen in een dossier dat reeds dertig jaar aansleept. Een aanbesteding in mei 2001 werd vooropgesteld en 139 miljoen zou gereserveerd worden voor de ruwbouw. Eind 2003 moest het gerechtshof klaar zijn. De laatste weken gaat het gerucht dat de kredieten uiteindelijk toch niet ingeschreven worden in de begroting. Kan de minister mij de stand van zaken geven betreffende dit dossier?

02.02 Minister **Rik Daems** (*Nederlands*): De aanbesteding van de ruwbouwwerken heeft plaats gehad op 22 mei 2001. De Regie der Gebouwen heeft de dossiers aan een administratief toezicht onderworpen. Aan sommige aannemers werden aanvullende toelichtingen gevraagd. Vanwege het bouwverlof kan het aanbestedingsverslag pas in augustus worden afgerond. Voor de goedkeuring is nog het advies van de Inspectie van Financiën nodig. Dat vergt ook enige tijd.

Elk trimester legt de Regie der Gebouwen mij een prioriteitenlijst voor. Voor dit dossier kunnen de kredieten worden vastgelegd in het vierde trimester.

Zodra het dossier administratief rond is, zal ik het

En outre, il faut tenir compte des critères qui peuvent être discriminants, comme la distance ou la taille et l'activité économique d'une ville telle qu' Arlon. Cela renvoie également au bien-fondé de mesures de discrimination positive, comme dans le cas présent.

Enfin, si ce service coûte plus cher, pourquoi ne pas le répartir sur l'ensemble des services? Sinon, on peut craindre qu'il ne soit plus assuré que par des entreprises privées avec les conséquences que l'on connaît.

Quelles sont donc vos positions sur ce sujet?

01.04 **Rik Daems**, ministre (*en français*): Elles seront dans le rapport final et vous pourrez en prendre connaissance immédiatement.

L'incident est clos.

02 **Question de M. Marcel Hendrickx au ministre des Télécommunications des Entreprises publiques et des Participations sur "la construction d'un nouveau palais de justice à Turnhout" (n° 5148)**

02.01 **Marcel Hendrickx** (CVP): En mars 2001, le ministre a communiqué à la satisfaction générale le calendrier précis des travaux de construction du nouveau palais de justice de Turnhout, suscitant l'espoir qu'un dossier vieux de trente ans allait enfin bouger. Une adjudication avait été annoncée pour mai 2001, un montant de 139 millions devant être réservé pour le gros-œuvre. Le bâtiment devrait être terminé fin 2003. Toutefois, selon une rumeur qui circule depuis quelques semaines, les crédits nécessaires ne seraient, en définitive, pas inscrits au budget. Le ministre pourrait-il me faire savoir où en est ce dossier?

02.02 **Rik Daems**, ministre (*en néerlandais*): Il a été procédé à l'adjudication du gros-œuvre le 22 mai 2001. La Régie des bâtiments a soumis les dossiers à un contrôle administratif. Des explications complémentaires ont été demandées à certains entrepreneurs. Le rapport d'adjudication ne pourra être clôturé qu'en août, en raison du congé du bâtiment. L'avis de l'Inspection des Finances est également requis et prendra un certain temps.

La Régie des bâtiments me soumet, chaque trimestre, une liste des priorités. Pour ce dossier, les crédits pourront être engagés au quatrième trimestre.

Dès que les formalités administratives seront

goedkeuren, zodat het aanvangsbevel voor de werken nog dit jaar kan worden gegeven. Het gebouw zou dan volgens de planning kunnen worden gerealiseerd.

02.03 **Marcel Hendrickx** (CVP): Ik dank de minister voor dit antwoord. Wij kunnen dus gerust zijn. Het dossier wordt afgerond.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Marie-Thérèse Coenen tot de minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties belast met Middenstand over "het beheer van het Belgacom-dossier" (nr. 5180)**

03.01 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): De federale regering zal wellicht in de komende weken beslissingen in het Belgacom-dossier moeten nemen. Hoe zal u de Kamer en de Senaat daarbij betrekken?

Belgacom heeft een stichting in het leven geroepen die eigenaar is van hoogwaardige hedendaagse kunstwerken. Welke juridische banden heeft die stichting met Belgacom? Zal dat patrimonium in geval van wijziging van de aandeelhouders van Belgacom aan het Koninklijk Museum voor Moderne Kunst worden afgestaan? Volgens de pers zou met de bedrijfstop over stock-options worden onderhandeld in de vorm van winstdeling. Hoe zit het daarmee en over welk bedrag gaat het?

Voorzitter: Lode Vanoost.

03.02 **Minister Rik Daems** (*Frans*): Wat de raadpleging van de Kamer en de Senaat betreft, zal ik met de voorzitters van beide assemblees contact opnemen.

De Belgacom-stichting staat juridisch los van Belgacom. Het betreft een VZW, waarvan Belgacom, als rechtspersoon, lid is van de algemene vergadering, net als andere leden van Belgacom. De statuten van de VZW voorzien niet in de mogelijkheid van een wijziging van de aandeelhouder bij Belgacom. Artikel 21 voorziet in de ontbinding; in dat geval mag het patrimonium enkel worden afgestaan aan een VZW met een soortgelijk oogmerk of aan Belgacom. In geval van een ontbinding, kan het patrimonium dus aan het Koninklijk Museum voor Moderne Kunst worden afgestaan.

Tenslotte is er noch momenteel noch in het verleden sprake van een stock-option-plan bij Belgacom. Aangezien de maatschappij over een stevige concurrentiepositie wil beschikken met

terminées, j'approuverai le dossier et l'ordre de début des travaux pourra, dès lors, être donné cette année encore. Le bâtiment pourrait donc être réalisé conformément au calendrier.

02.03 **Marcel Hendrickx** (CVP): Je remercie le ministre pour sa réponse. Nous pouvons donc avoir nos apaisements. Le dossier sera clôturé.

L'incident est clos.

03 **Question de Mme Marie-Thérèse Coenen au ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques chargé des Classes moyens sur "la gestion du dossier Belgacom (n° 5180)**

03.01 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): Le gouvernement fédéral devra peut-être prendre des décisions, ces prochaines semaines, dans le dossier Belgacom? Comment organiserez-vous les consultations de la Chambre et du Sénat?

Belgacom a créé une fondation qui possède des œuvres d'art contemporaines de haut niveau. Quels sont les liens juridiques de cette fondation avec Belgacom? En cas de changement de l'actionnariat de Belgacom, le patrimoine sera-t-il cédé au Musée royal d'art moderne? Selon la presse, des stock-options seraient négociés avec la haute direction en forme d'intéressements. Qu'en est-il et pour quel montant?

Président: Lode Vanoost.

03.02 **Rik Daems**, ministre (*en français*): Pour les consultations, je prendrai contact avec les présidents des deux assemblées.

La Fondation Belgacom est juridiquement séparée de Belgacom. C'est une asbl dont Belgacom, comme personne morale, est membre de l'assemblée générale, au même titre que d'autres membres de Belgacom. Ses statuts n'évoquent pas la possibilité d'un changement d'actionnaire chez Belgacom. Son article 21 prévoit la dissolution; dans ce cas, son patrimoine ne peut être cédé qu'à une asbl à objet semblable ou à Belgacom. S'il y a dissolution, le patrimoine pourrait donc aller au Musée royal d'Art moderne.

Enfin, il n'y a pas de plan d'options sur actions chez Belgacom, ni actuellement, ni par le passé. Cependant, comme elle veut être compétitive sur l'ensemble des éléments de rémunération de son personnel, elle envisage d'octroyer éventuellement

betrekking tot alle elementen die deel uitmaken van de bezoldiging van het personeel, overweegt zij in de toekomst eventueel stock-options op aandelen toe te kennen.

03.03 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): De algemene vergadering van de Stichting is voor 49 procent samengesteld uit andere aandeelhouders dan de Staat. Op het vermogen zal dus waakzaam moeten worden toegezien. Werd de nieuwe managers waaraan in het kader van de herstructurering wordt gedacht, beloften gedaan met betrekking tot de opties op aandelen of wordt die mogelijkheid enkel onderzocht ?

03.04 Minister Rik Daems (*Frans*): Het project bevindt zich nog in de studiefase, maar aangezien ik voorstander ben van dat systeem heb ik er mij in principe mee akkoord verklaard dat het op het juiste moment wordt gerealiseerd.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.40 uur.

des options sur actions dans le futur.

03.03 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV) : L'assemblée générale de la Fondation est composée à 49 % d'actionnaires autres que l'Etat. Il faudra donc être vigilant quant au patrimoine. Les nouveaux managers envisagés dans le cadre de la restructuration ont-ils reçu des promesses quant aux options sur actions ou s'agit-il d'un projet actuellement à l'étude?

03.04 Rik Daems , ministre (*en français*) : Il s'agit encore d'un projet à l'étude, mais, puisque je suis favorable à ce système, j'ai donné mon accord de principe pour qu'il soit mis en œuvre au moment utile.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 10.40 heures.